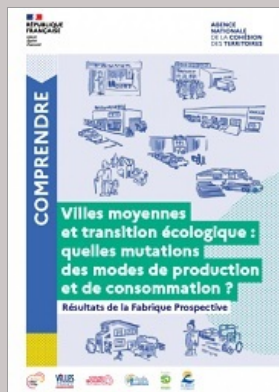


Veille & territoires

#301 Bulletin du 13 janvier 2022

L'équipe de "Veille & territoires" vous remercie pour votre fidélité
et vous présente tous ses vœux pour 2022



► Villes moyennes et transition écologique : quelles mutations des modes de production et de consommation ?

Résultats de la Fabrique Prospective

Anaïs Lefranc-Morin (ANCT), Villes de France

ANCT, décembre 2021. 28 p. Coll. Comprendre

En 2020, l'Agence nationale de la cohésion des territoires a lancé la Fabrique Prospective sur le thème « Villes moyennes et transition écologique : quelles mutations des modes de production et de consommation ? » en partenariat avec Villes de France, le Commissariat général au développement durable et la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature.

L'objectif : aborder la transition écologique comme une opportunité pour réinventer les modèles de développement économique des villes moyennes, en favorisant des modes de production et de consommation durables. Quatre villes moyennes bénéficiaires du programme Action cœur de ville ont été accompagnées pendant un an et demi : Beauvais (développement économique durable), Bourg-en-Bresse (sobriété foncière), Lorient (logistique urbaine décarbonée) et Saint-Dié-des-Vosges (l'accès de tous aux modes de consommation durables). Les travaux menés ont conduit à la formulation de huit pistes d'action nationales.

► [L'étude](#) ► [La synthèse](#)

Aménagement urbain

► [Guide du design actif](#)

ANCT - Paris 2024, décembre 2021. 101 p.

La volonté de développer le design actif résulte d'un double constat : la sédentarité, notamment infantile, ne cesse de croître en France. Un adulte sur deux et un enfant sur cinq sont en surpoids. En outre, en 40 ans, les jeunes de 9 à 16 ans ont perdu 25% de leurs capacités physiques. En parallèle, de nombreux centres-villes ont connu des difficultés de vitalité, d'attractivité et cherchent de nouvelles manières d'attirer habitants et visiteurs. Le design actif, concept encore peu connu en France mais utilisé en Europe du Nord, en Amérique du Nord et en Asie, peut être mis au service de ce double enjeu. Il s'agit d'aménagements qui rapprochent de l'activité physique et sportive celles et ceux qui en sont le plus éloignés. Ils permettent également aux individus de se réapproprier l'espace public; ils favorisent l'accessibilité et la mixité

d'usages et mettent en valeur le patrimoine existant. Paris 2024 et l'Agence nationale de la cohésion des territoires, ont décidé de se rassembler pour élaborer un outil opérationnel qui permettrait aux collectivités territoriales de se saisir rapidement et aisément de ce concept. C'est l'objectif de ce guide.

Collectivités locales

[► Les finances des communes avec un quartier politique de la ville \(QPV\)](#)

Direction générale des collectivités locales (DGCL)

BIS, n° 161, janvier 2022. 8 p.

Bien que plus fragiles, les finances des communes avec un QPV ont moins subi les conséquences de la crise sanitaire de 2020 que les autres communes. En effet, l'étude montre que :

- Les communes qui abritent un quartier qualifié de prioritaire au sens de la politique de la ville (QPV) dégagent une épargne brute plus faible et contractent un endettement plus fort que les communes sans QPV, si on les compare à taille identique.
- Les communes avec QPV ont toutefois mieux résisté à la crise sanitaire de 2020 que les autres communes : les recettes générées par le tourisme, les redevances, les recettes tarifaires ou l'exploitation d'établissement culturels, sportifs etc. ont en effet manqué le plus aux communes disposant de tels équipements, à savoir les communes les plus touristiques ou ayant une population plus aisée qu'ailleurs. Les communes avec QPV, moins bien dotées en équipements de ce type, ont donc moins souffert de l'absence exceptionnelle de telles recettes pendant la crise sanitaire.

[► Le bulletin n°161](#) [► Tableaux et graphes](#)

Coopération

[► Quelle place pour les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics dans les territoires](#)

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) pour l'ANCT, décembre 2021. 56 p. Coll. Etudes

Si le territoire et l'échelle locale s'imposent en France comme un levier de transformation de notre action publique, quelle est la vision qu'en ont les Français lorsqu'il s'agit de préciser la place respective de ses différents acteurs : entreprises, associations, pouvoirs publics, citoyens ? A quoi renvoie le terme "territoire" dans l'esprit de nos concitoyens ? Quels devraient-être, selon le corps social, les apports respectifs de ces différents types d'acteurs ? Les représentations sont-elles homogènes dans la population ? A l'heure où l'engagement et la participation des citoyens s'imposent comme une évidence, alors que la coopération entre acteurs devient un objectif de l'ingénierie territoriale, l'ANCT a demandé au Credoc d'enquêter auprès des Français. Leur relation à la collectivité est au cœur de ces questionnements, mais aussi le rôle qu'ils attribuent au travail et aux entreprises au sein de leur territoire.

[► L'étude](#)

Démocratie participative

[► L'ingénierie de la participation : préparer et penser une démarche participative](#)

Emeline Hassenforder, Nils Ferrand, Sabine Girard

Sciences Eaux & Territoires, 2021/1, n° 35, pp. 28-35

Concrètement, l'ingénierie de la participation se matérialise par une réflexion en vue de décider des objectifs, du design, du choix de méthodes, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation d'un processus participatif. En s'appuyant sur leur expérience et sur un outil méthodologique développé par leurs soins, les auteurs identifient quatre idées clefs à retenir et six questions structurantes à se poser pour accompagner les porteurs de projets dans la préparation de leur démarche participative.

Economie

[► Etude économique de l'OCDE - France 2021](#)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), novembre 2021. 153 p.

L'OCDE consacre périodiquement une analyse de l'économie de la France. Chaque étude analyse les grands enjeux auxquels le pays fait face. Elle examine les perspectives à court terme et présente des recommandations détaillées à l'intention des décideurs politiques. Des chapitres thématiques analysent des enjeux spécifiques. En 2021, l'économie française a rebondi rapidement suite à la crise liée au COVID-19, notamment grâce à l'accélération de la campagne de vaccination et aux fortes mesures publiques de soutien. Cependant, la dépense publique a atteint un niveau exceptionnellement élevé, avec des résultats mitigés, qui appellent à réorganiser le cadre budgétaire pour assurer la viabilité des finances publiques. Il faudra mieux cibler les politiques éducatives et d'insertion sur le marché du travail. Un accompagnement renforcé des plus vulnérables et moins qualifiés devrait réduire les inégalités, y compris territoriales. La transition vers une économie plus verte est l'autre grand défi que la France doit relever. Renforcer les investissements verts est crucial pour réduire davantage les émissions et la pollution, de même que la mise en place des incitations nécessaires à l'évolution des comportements, si besoin avec un accompagnement ciblé pour les plus vulnérables.

Emploi

[► Le télétravail s'installe durablement](#)

Institut Paris région - Delphine Brajon et Pascale Leroi

***Note rapide Économie*, n° 930, janvier 2022. 6 p.**

Depuis la crise de la Covid-19, le recours au télétravail a doublé. Les enquêtes menées montrent que la grande majorité des télétravailleurs franciliens trouvent dans ce mode de travail de nombreux avantages : moins de temps dans les transports, et plus de proximité avec leur famille, d'autonomie et de calme dans le travail. De nombreux employeurs auparavant réticents ont été convaincus de ses bénéfices. Le télétravail semble s'installer peu à peu dans la vie économique, transformant l'organisation et les lieux du travail.

Habitat - Logement

[► Attribution de logements sociaux, politiques de peuplement et intercommunalités : quelles recompositions ?](#)

ANCT, nov. 2020. Etude publiée en décembre 2021. 2 volumes, 160 p. Coll. Etudes

La loi Alur de 2014 et la loi Egalité et citoyenneté de 2017 visent à faire des EPCI les chefs de file des politiques locales du logement social tant en termes de développement de l'offre nouvelle que d'attribution de logements sociaux. A travers l'observation de 6 EPCI, comment cette évolution législative commence-t-elle à se traduire sur le terrain ? La place des intercommunalités dans les politiques d'attribution et de peuplement est-elle en train de s'affirmer ou est-elle confrontée aux configurations locales et aux logiques d'action des différentes catégories d'acteurs impliqués ? Il ressort, comme premiers effets à court terme, des différenciations locales fortes ; avec parfois des réticences des bailleurs et des communes, mais aussi des équipes techniques des intercommunalités qui « sont parvenues dans de nombreux territoires à imposer de nouveaux instruments et à y afficher les objectifs de la loi Egalité citoyenneté » en vue d'une plus grande mixité sociale.

[► L'étude \(160 p.\)](#) [► La synthèse \(17 p.\)](#)

[► Pour une vision renouvelée de l'habitat individuel](#)

Rapport à Emmanuelle Wargon, ministre déléguée chargée du Logement

Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts, décembre 2021. 43 p.

Le rapport, élaboré par le groupe de travail pluridisciplinaire, articule un diagnostic de la production neuve d'habitat individuel, du parc existant et des aspirations résidentielles des Français. Il compile aussi des propositions portant autant sur l'intensification urbaine douce que sur le développement d'une offre nouvelle intégrant

Innovation territoriale

► [Quand les organisations locales accompagnent l'innovation](#)

Gwénaél Doré

Fondation Jean Jaurès, décembre 2021. 11 p.

Il y a un contraste entre une idée répandue selon laquelle l'innovation serait un privilège métropolitain et la réalité. En effet, malgré une forte concentration, les choses bougent en dehors des métropoles avec l'aide des organisations locales. Gwénaél Doré, consultant et chercheur associé à l'UMR SAD-APT, livre son analyse pour l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation Jean Jaurès.

Métropole

► [Confinement, flambée de l'immobilier, périls climatiques... Les métropoles sont-elles devenues invivables ?](#)

Tanguy Le Goff et Magali Reghezza-Zitt (invités)

France Culture, émission « La grande table des idées », 5 janvier 2022. 32 mn

La crise sanitaire nous a rappelé que les métropoles ne sont pas un modèle irréprochable : inégalités, dépendance énergétique, vulnérabilité aux réseaux d'approvisionnement. Le politiste Tanguy Le Goff et la géographe Magali Reghezza-Zitt tirent des leçons concernant nos modes de vie et d'organisation en métropole. Est-ce un modèle devenu caduc ? Les métropoles sont-elles en voie de devenir invivables ? Comment pourraient-elles être adaptées ?

Mobilité

► [Les déplacements des Français. Volet national](#)

La Fabrique de la Cité, janvier 2022. 44 p.

La Fabrique de la Cité présente les résultats d'une enquête destinée à mieux comprendre les modes de déplacement et les attentes des Français vis-à-vis des mobilités bas-carbone. Deux enseignements principaux :

- Les résultats de l'enquête montrent la place importante que conserve la voiture, tant dans les déplacements actuels que futurs. Un décalage se ressent entre les centres-villes, moins dépendants de la voiture et mieux dotés en autres modes, et les espaces périurbains et ruraux.
- Réduire les coûts des mobilités du quotidien autant que leur impact environnemental semble un objectif plus accessible aux résidents des centres urbains que des espaces périurbains ou ruraux.

externe

Mobilité résidentielle

► [« Assiste-t-on à un "exode urbain" au profit des villes moyennes et des territoires ruraux ? »](#)

Olivier Bouba-Olga

Le Monde, 8 janvier 2022

Difficile de répondre à cette question, car on ne dispose pas de données récentes sur les mobilités résidentielles. Pour contourner le problème, l'économiste Olivier Bouba-Olga a travaillé sur les inscriptions scolaires dans le premier et dans le second degré, avant la crise sanitaire (entre la rentrée 2016 et la rentrée 2019) et depuis le début de la crise (entre la rentrée 2019 et la rentrée 2020 puis entre la rentrée 2020 et la rentrée 2021). Si on ne peut pas parler d'exode urbain, on constate cependant une hausse significative des mobilités résidentielles des grandes villes vers les petites villes. Mais cette tendance moyenne masque des disparités.

► [Document de travail sur le blog d'Olivier Bouba-Olga](#)

► [Exode urbain : quelles réalités \(dossier\)](#)

Hélène Peskine ; Alexandre Coulondre ; Jean Viard ; Valérie Jousseau

Revue du réseau rural (La), n° 20, décembre 2021. pp. 6-11

Les territoires ruraux et périurbains ont-ils joué un rôle refuge pendant la crise et ce mouvement s'inscrit-il dans la durée ? Faut-il que les élus locaux prennent en compte cette nouvelle variable dans leurs stratégies de développement ? Les conséquences sont multiples : infrastructures numériques pour le télétravail, revitalisation des territoires ruraux par l'accueil d'une population nouvelle, impacts sur le foncier périurbain et rural, écoles, capacités de transports, tourisme rural et identités régionales. Jean Viard, Hélène Peskine ou encore Valérie Jousseau reviennent sur ce phénomène et partagent les grands enjeux de l'exode urbain : état des lieux des conséquences de la crise sanitaire et évolution du rapport ville/campagne, émergence progressive d'un nouveau discours sur les campagnes, volonté d'objectiver les flux et les effets d'un phénomène non confirmé à ce jour.

► [Les mobilités résidentielles au cours de la retraite](#)

Retraite et société, n° 86, 2021/2. 242 p.

L'étude des comportements résidentiels est un bon outil d'analyse des transformations sociales, démographiques et politiques qu'expérimentent les générations de retraités. Pendant leur retraite, les individus s'adaptent aux différents changements, que ce soit dans leur vie familiale ou leur environnement social et économique. C'est souvent le moment de réévaluer l'adéquation du logement et de son cadre immédiat aux modes de vie. Beaucoup de retraités recherchent davantage de bien-être, la proximité d'un proche, des services appropriés... Souhaitée ou subie, la mobilité résidentielle n'est pas anodine et, au-delà de sa dimension territoriale, elle modifie les configurations sociales et les solidarités qui sont déterminantes pour soutenir le vieillissement. Alors que certains retraités déménagent parfois plusieurs fois au cours de la retraite, d'autres en revanche confortent leur ancrage résidentiel en procédant à des améliorations de leur logement.

Périurbain

► [Le périurbain côté campagne](#)

Monique Poulot

Aux frontières de la ville, épisode 4

La Fabrique de la Cité, La Gazette des communes. 5 janvier 2021. Podcast : 23 min

Le périurbain s'est-il construit contre la nature, ou tout contre elle ? Monique Poulot, géographe et professeure à l'Université Paris Nanterre explique dans ce quatrième épisode comment l'étalement urbain s'est bâti sur la campagne, mais aussi comment les habitants du périurbain ont appris à transformer leur « cadre de vue » en « cadre de vie ». Un phénomène observable via l'engouement pour les forêts, les bords de rivière, mais aussi les pratiques qui créent des instants de socialisation comme les cueillettes, ou encore l'attachement au jardin individuel et au développement des potagers. Elle évoque aussi le rôle des élus locaux qui doivent jongler entre la nécessité de continuer d'attirer de nouveaux habitants, développer l'activité économique et préserver la nature.

Politique alimentaire

► [Les politiques alimentaires par temps de crise\(s\)](#)

Pôle Sud, 2021/2, n° 55. pp. 7-90

Ce numéro explore le rôle des crises dans la fabrique de politiques alimentaires locales. Les crises en question sont multiformes : sectorielles et globales, endogènes et exogènes, conjoncturelles et structurelles. Le dossier présente quatre études de cas qui interrogent le rôle de la crise en reconstituant les processus socio-historiques de la fabrique des politiques alimentaires locales en France. Deux articles apportent une contribution à l'analyse des projets alimentaires territoriaux (PAT) créés par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014. Ils s'attachent à montrer comment les dispositifs des PAT constituent une opportunité d'action saisie par des intercommunalités pour élaborer une politique alimentaire communautaire porteuse de ses propres objectifs. Deux autres cas d'étude analysent les mécanismes à l'origine

des décalages voire des contradictions entre les objectifs affichés par des politiques alimentaires locales et la et les résultats en matière de réduction effective des inégalités dues à des crises sociales et économiques.

Politique de la ville

► [Politique de la ville et transitions. Contribution des centres de ressources politique de la ville](#)

Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RN-CRPV), nov. 2021. 67 p.

Cette note illustre la manière dont les centres de ressources politique de la ville ont abordé dans la période récente (qui reste marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville. Elle s'appuie sur une observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain et des opportunités de partenariat.

► [La contribution](#)

Prospective

► [Anticiper 2030. Crises, transformations et résilience](#)

Futuribles ; Croix-Rouge

Décembre 2021. 176 p.

À quelles transformations et crises devons-nous nous préparer pour la décennie à venir ? Quels besoins sociaux en découleront et comment y répondre ? En association avec Futuribles, la Croix-Rouge a exploré ces enjeux et les premières pistes de réponses collectives.

Réindustrialisation

► [Au-delà de la relocalisation de l'industrie : la ville productive](#)

Gilles Crague, Nadine Levratto

***Métropolitiques*, 10 janvier 2022**

Les appels à la réindustrialisation en France et en Europe ne manquent pas. Mais dans quels territoires implanter ces industries ? Pour Gilles Crague et Nadine Levratto, il est indispensable de changer nos regards sur la ville productive pour que cette réindustrialisation soit à la hauteur des défis de la transition écologique.

Rural

► [La jeunesse rurale, laboratoire du futur ?](#)

Macif

***Usbek & Rica*, janvier 2022**

En 2015, 29 % des jeunes de 29 ans résidaient dans l'espace rural. Souvent oubliée des grands débats, cette jeunesse fait le choix de rester (ou de revenir) dans sa région natale face à une majorité d'urbains. Alors que l'urgence écologique nous encourage à soutenir les circuits courts et que la jeunesse met un point d'honneur à trouver plus de sens dans son travail, on peut se demander si ces parcours encore minoritaires vont se généraliser dans quelques années. Discussions avec ces jeunes qui tracent peut-être la voie, sans le savoir, des modes de vie du futur.

► [Les métiers du développement rural](#)

***Pour*, n° 240-241, 2021/2-3, publié en janvier 2022. 502 p.**

Le métier « d'agent de développement local », considéré il y a 30 ans déjà comme un métier flou par les chercheurs n'est toujours pas défini, même si les emplois s'en revendiquant sont nombreux et s'il existe quelques référentiels. Les dernières années ont par ailleurs considérablement modifié le métier (réforme des politiques publiques, les nouvelles phases de décentralisation, loi NOTRe, etc.). Les années 2010-2020 ont également façonné différemment les espaces ruraux. Comment cette nouvelle donne impacte-t-elle le métier des professionnels du développement ? Qu'est-ce qu'un « agent de développement rural » aujourd'hui ? Quelles fonctions a-t-il ? Quelles compétences et quelles formations requièrent ce métier ? Quels parcours peut-on

identifier ? Autant de questions que ce numéro de *Pour* vise à explorer.

► [50 ans de politiques pour le développement et l'aménagement de l'espace rural en France](#)

Jean-Claude Bontron

Pour, 2021/2-3 (n° 240-241). pp. 77-83

L'auteur propose dans cet article d'identifier et d'analyser quelques thématiques-clés : le soutien à la diversification des activités économiques, le maintien et l'adaptation des services aux populations, la modernisation de l'habitat, le soutien aux démarches de développement local intégrées.

Territoires

► [Quel est le territoire de vie idéal des Français ?](#)

[Quelques réponses aux questions que tout le monde se pose](#)

Christophe Alaux, Laura Carmouze, Sarah Servat

The Conversation, 23 décembre 2021

L'article présente les principaux résultats d'une enquête exploratoire menée par la Chaire attractivité et nouveau marketing territorial (A&NMT) de l'Institut de management public et gouvernance territoriale d'Aix-Marseille Université. L'enquête cherche à connaître d'une part les images mentales des Français relatives aux territoires idéaux de l'attractivité résidentielle. D'autre part, elle cherche à connaître les images spontanées, dirigées et les intentions comportementales associées à certains territoires français et européens (villes, métropoles, départements et régions), ainsi que les fondements de cette réputation.

Vieillesse de la population

► [Cartographie de la perte d'autonomie des personnes âgées](#)

Amélie Carrère, Institut des politiques publiques

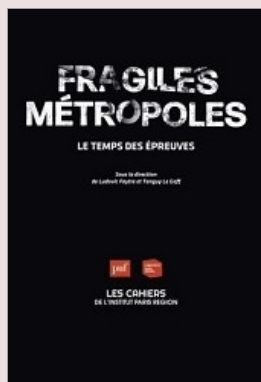
Note IPP, n° 77, janvier 2022. 7 p.

La question des différences de perte d'autonomie entre les départements est essentielle puisque ceux-ci sont chefs de file de l'action sociale auprès des personnes âgées. Pour la première fois, grâce à la combinaison de plusieurs sources de données, il est possible d'avoir une photographie des besoins de prise en charge des personnes âgées dans chaque département de France. Cette étude permet d'éclairer les différences de prise en charge que l'on observe entre départements au prisme des besoins de leurs administrés, et peut les aider à orienter leur politique locale pour y répondre.

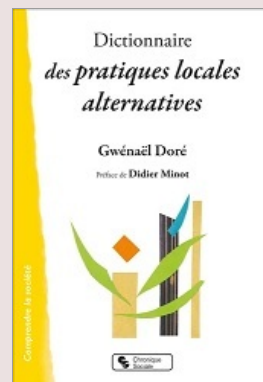
A découvrir



► **Les nouveaux biens communs. Réinventer l'État et la propriété au XXIe siècle**
E. Dupont ; E. Jourdain
Edition de L'Aube,
Fondation Jean Jaurès,
2022. 96 p.



► **Fragiles métropoles. Le temps des épreuves**
Institut Paris région
et Presses universitaires
de France (Puf), Cahier n°
179, janvier 2022. 205 p.



► **Dictionnaire des pratiques locales alternatives**
Gwénaél Doré
Ed. Chronique sociale,
novembre 2021, 191 p.
Coll. Comprendre la
société

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2022 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)